



# Marché public de fournitures courantes et services

## **Prestations de services de mise en propreté et de bio-nettoyage des locaux, vitrerie et prestations associées**

### Appel d'offres ouvert

Marché public à tranches (article R2113-4 du Code de la Commande Publique)

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

Code CPV principal : 90910000

Date limite de remise des offres : mercredi 31 décembre 2025 à 10h00

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET DU MARCHE	3
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES	4
1.3 - DUREE DU MARCHE – DELAI D’EXECUTION	5
<b>ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 : CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 : CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 5 : MAINTENANCE ET GARANTIES DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 : GARANTIES FINANCIERES</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 : AVANCE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 : PRIX DU MARCHE</b>	<b>8</b>
8.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	8
8.2 – MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	9
<b>ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>10</b>
9.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	10
9.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
9.3 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	11
<b>ARTICLE 10 : PENALITES</b>	<b>11</b>
10.1 - PENALITES POUR NON-RESPECT DU PLANNING D’EXECUTION	11
10.2 – AUTRES PENALITES	11
10.3 MODALITES D’APPLICATION DES PENALITES	13
10.4 PENALITES DE RETARD	14
<b>ARTICLE 11 : EXECUTION PAR DEFAULT</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12 : ASSURANCES</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 15 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 16 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.</b>	<b>16</b>

## Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

### L'ACHETEUR :

L'acheteur est un établissement public de santé :

#### **L'Acheteur / le Pouvoir Adjudicateur**

**Le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon Lauris** ou son représentant  
119 Avenue Georges Clémenceau  
84300 CAVAILLON

Le **service acheteur** en charge du suivi général de l'exécution du marché :

#### **Direction des Achats et de la Logistique**

#### **CHI CAVAILLON LAURIS**

119 Avenue Georges Clémenceau  
84300 Cavaillon  
Tel : 04.90.78.85.12  
Mail : dael.cav@ch-cavaillon.fr

Le CHI est représenté par son directeur **Monsieur Pierre PINZELLI**

Le présent marché public est un marché public à tranches, au sens de l'article R2113-4 du Code de la Commande Publique.

Le marché sera rédigé en langue française. Le droit applicable au présent marché est le droit français.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

#### **Forme du marché**

Le présent marché public est un marché public à tranches, au sens de l'article R2113-4 du Code de la Commande Publique.

#### **Limites contractuelles (minimum et maximum)**

Le marché est conclu avec seulement un maximum en valeur, conformément au 2° de l'article R2162-4 du Code de la Commande Publique.

### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Pour la tranche ferme les sites de l'**EHPAD** sis Avenue Georges Clémenceau 84300 Cavaillon et de l'**IRS** sis 235 route de Gordes 84300 Cavaillon :

- Prestation 1 : Nettoyage et bionettoyage des locaux avec obligation de résultats
- Prestation 2 : Prestations Hôtelières
- Prestation 3 : Les prestations complémentaires de nettoyage et de vitrerie

Pour la tranche optionnelle le site du Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon sis 119 avenue Georges Clémenceau 84300.

- Prestation 1 : Nettoyage et bionettoyage des locaux avec obligation de résultats
- Prestation 2 : Prestations Hôtelières
- Prestation 3 : Les prestations complémentaires de nettoyage et de vitrerie

En annexe au CCTP se trouvent la fiche technique des différents locaux où doit s'exécuter la prestation nettoyage, ainsi que la fréquence d'exécution des prestations.

Le titulaire devra également assurer la prestation hôtelière - repas (aide à la distribution des repas) et vaisselle.

Il s'agit d'un marché de services traité à prix forfaitaire et unitaire, et avec obligation de résultat pour le bio nettoyage et de moyen sur la prestation hotellière.

Les prix sont entendus toutes charges comprises (y compris le coût de l'encadrement et du matériel)

**Lieu(x) d'exécution** : Les différents locaux du site de Cavaillon (se reporter aux fiches techniques).

#### **Désignation de sous-traitants en cours de marché :**

En application de l'article L2193-3 du Code de la Commande Publique, le Titulaire a obligation d'effectuer directement les tâches essentielles suivantes :

Prestation de bio nettoyage et prestations hôtelières.

Le recours à la sous-traitance n'est pas autorisé pour les tâches essentielles.

En ce qui concerne les autres tâches, le Titulaire peut, sous sa responsabilité, en sous-traiter l'exécution dans les conditions fixées par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique et de l'article 3.6 du CCAG.

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de ces prestations « accessoires » à condition d'avoir obtenu du Centre Hospitalier de Cavaillon Lauris l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le Titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à la cellule des marchés du Centre Hospitalier de Cavaillon Lauris (dont les coordonnées postales figurent en page de garde du présent CCAP) une déclaration de sous-traitance complétée et signée en original par le Titulaire et le sous-traitant.

Cette déclaration doit prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule des marchés est prise en compte.

Toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire (Article 41 du CCAG).

#### 1.2 - Décomposition en tranches

<b>TRANCHE FERME</b>	<b>Désignation</b>
	SERVICES DE SOINS, LOCAUX ADMINISTRATIFS, BUREAUX et CIRCULATIONS des <b>SITES IRS et EHPAD</b> (sites annexes du CHI de Cavaillon-Lauris) La description des locaux et la fréquence attendue est définie à l'annexe 1 du CCTP. La description de la prestation est définie à l'article 2 du CCTP. La visite de chaque bâtiments (et locaux précisés) est obligatoire.

TRANCHE OPTIONNELLE	Désignation
	<p>SERVICES DE SOINS, LOCAUX ADMINISTRATIFS, BUREAUX et CIRCULATIONS des <b>SITE DU CENTRE HOSPITALIER DE CAVAILLON</b> (site principal)</p> <p>La description des locaux et la fréquence attendue est définie à l'annexe 1 du CCTP.</p> <p>La description de la prestation est définie à l'article 2 du CCTP.</p> <p>La visite de chaque bâtiments (et locaux précisés) est obligatoire.</p>

### 1.3 - Durée du marché – Délai d'exécution

Le marché prendra effet à compter du 31/01/2026 et sera passé pour une période de 12 mois.

#### **Reconduction du marché :**

Le marché peut être reconduit dans les conditions suivantes :

Le marché sera renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période de 12 mois sans toutefois dépasser 4 ans.

Toutefois, l'Administration se réserve la faculté de résilier le marché à quelque période que ce soit, dans le cas de non-exécution ou de mauvaise exécution, conformément aux dispositions du C.C.A.G./F.C.S.

S'il est reconduit, la date de fin d'exécution est portée au 30 janvier 2030.

La décision de reconduire le marché intervient de manière tacite, sans que le Centre Hospitalier de Cavaillon Lauris n'ait à avertir le Titulaire.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique.

En cas de décision de ne pas reconduire le marché, le Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon Lauris notifiera expressément cette décision au Titulaire au plus tard le 31 octobre précédant la période de reconduction.

Le Titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

#### **Article 2 : Pièces contractuelles du marché**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) assorti de ses annexes (offre de prix et mémoire technique)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) assorti de son annexe (fiche technique et fréquences des prestations)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Les plans

#### **Article 3 : Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

#### **Adresse d'exécution :**

L'exécution des prestations aura lieu à l'adresse suivante : Se reporter aux fiches techniques, en annexes du CCTP.

#### **Conditions d'exécution des prestations :**

## **CHARGES ET OBLIGATIONS DE LA SOCIETE :**

Le Pouvoir Adjudicateur étant chargé d'une mission de service public avec fonctionnement permanent, le titulaire s'engage à respecter les obligations visées ci-dessous :

### A - Reprise des personnels :

« Tout candidat s'engage expressément à reprendre au titre de la convention collective des entreprises de propreté les salariés présents sur les sites objet du marché, et ce sans considération de l'ancienneté et du statut des salariés concernés.

### B - Conformité de la prestation :

L'entreprise Titulaire est soumise à une obligation de résultat sur la prestation de bio nettoyage et en obligation de moyens pour la prestation hotelière.

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire qui devra se conformer strictement

- aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières pour l'exécution des prestations : modalités et périodicités,
- aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

### C - Continuité de la prestation :

Le titulaire du marché est soumis aux sujétions particulières du service public hospitalier.

A ce titre, il doit tout mettre en œuvre pour assurer la continuité de la prestation sauf cas de force majeure, et ne peut se prévaloir d'interruption ou de report de toute opération décidée par le Pouvoir Adjudicateur.

Il ne peut pas non plus se prévaloir du fait de grève car celui ci n'est pas considéré comme un cas de force majeure.

En cas d'interruption de la prestation, le Titulaire devra immédiatement proposer, en concertation avec le Pouvoir Adjudicateur, les moyens de pallier les difficultés inhérentes.

Il aura l'obligation d'informer par écrit le Représentant du Pouvoir Adjudicateur tous les jours et plusieurs fois dans la journée sur l'évolution de la situation.

En cas de grève, il appartient au Titulaire d'apporter des réponses rapides en mettant en œuvre les moyens susceptibles d'éviter l'enlèvement du conflit. Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur des réponses apportées et des moyens déployés pour régler rapidement le conflit.

Dans tous les cas, le titulaire a l'obligation d'assurer le nettoyage des zones définies comme prioritaires lors de la réunion préparatoire (Accueil principal, circulations principales, WC publics, salle des soins...).

### D - Mise en œuvre du marché :

Préalablement au démarrage du marché une réunion préparatoire pourra être organisée sur le site. Il sera procédé à une mise au point des protocoles de nettoyage et de l'organisation proposés par le Titulaire dans son mémoire technique.

Une relecture du Cahiers des Charges ainsi que des conditions de mise à disposition des locaux au bénéfice du Titulaire sera faite au cours de cette réunion.

D'autres réunions de mise au point pourront intervenir en cours d'exécution du marché soit sur l'initiative du Pouvoir Adjudicateur, soit sur l'initiative du Titulaire.

## **CHARGES ET OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION :**

### A - Mise à disposition de locaux :

En application de l'article 5.4 du CCTP, le Pouvoir Adjudicateur mettra à la disposition du Titulaire, à titre gratuit, des locaux nus pour ses personnels et matériels.

Un état des lieux contradictoire sera effectué à l'entrée et à la sortie. Le titulaire s'engage à entretenir ces locaux et à les rendre en fin de marché dans l'état initial.

A défaut la remise en état sera effectuée par ses soins et à ses frais.

### B - Représentant de l'administration :

Le Pouvoir Adjudicateur désignera un responsable chargé des relations avec le Titulaire.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur effectuera des contrôles qualité en présence du Représentant légal du Titulaire du marché (articles 3-2 et 3-3 du CCTP).

### Décision de poursuivre

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

## **Article 4 : Constatation de l'exécution des prestations**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant du Pouvoir Adjudicateur au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les contrôles concernant la prestation de nettoyage pourront être physiques et/ou bactériologiques.

### - Contrôle aléatoire ou inopiné :

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur transmet au représentant légal de la société, en main propre ou par mail, les plaintes des services établies.

Un contrôle contradictoire du secteur concerné est réalisé. Si l'incident détecté par le service est justifié conformément aux exigences du cahier des charges, alors des réfections seront appliquées pour service non fait ou mal fait conformément à l'article 10 du présent CCAP).

Le support de contrôle contradictoire devra être intégré au système qualité défini dans le mémoire technique, objet de l'annexe 3 à l'acte d'engagement, au niveau du «suivi des prestations».

⇒ Le Titulaire a un délai de 24H pour corriger les incidents décrits.

⇒ A l'issue de ce délai, un deuxième contrôle qualité contradictoire sera réalisé ; en cas de retard dans la reprise de la prestation et/ou de prestation restée non conforme, le Pouvoir Adjudicateur se reportera à l'article 10 du présent CCAP.

### - Contrôle contradictoire programmé :

Le contrôle des prestations sera effectué de façon contradictoire par le Titulaire et le responsable désigné par le Pouvoir Adjudicateur (responsable structure ou délégué). Le nombre de ces contrôles sera au minimum de 1 par trimestre et par site.

Toute fiche de contrôle qualité aboutissant à un constat de prestation non faite ou mal faite fera l'objet d'une réfaction (article 10.1 du présent CCAP).

⇒ Le Titulaire est tenu de corriger les incidents décrits sur la Fiche dans les 24 heures.

⇒ A l'issue de ce délai, un deuxième contrôle qualité contradictoire sera réalisé. En cas de retard dans la mise en conformité de la prestation, le Pouvoir Adjudicateur appliquera une pénalité en sus de la réfaction, selon les modalités précisées dans l'article 10 du présent C.C.A.P.

Le contrôle se déroulera même en l'absence du titulaire si celui-ci ne s'est pas présenté.

- Contrôles internes à l'entreprise :

Ces contrôles ne dispensent pas le Titulaire d'effectuer le nombre de contrôles internes nécessaires pour identifier et pallier les dysfonctionnements afin de garantir le niveau de qualité attendu.

Les rapports et statistiques devront être transmis au Pouvoir Adjudicateur au moins une fois par trimestre.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

Développement durable :

**Clause environnementale**

*En cas de non-respect de l'article 16.2 et suivants du CCAG des pénalités seront appliquées : art. 16.2.3 du CCAG*

**Article 5 : Maintenance et garanties des prestations**

Sans objet.

**Article 6 : Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

**Article 7 : Avance**

Sans objet

**Article 8 : Prix du marché**

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire **selon les stipulations de l'acte d'engagement.**

A .Les prix liés à la prestation courante :

La visite du site étant obligatoire, chaque entreprise sera considérée comme étant en pleine connaissance de toutes les contraintes d'entretien et ne pourra arguer des omissions ou imprécisions des documents de la consultation (RC, CCAP, CCTP) pour justifier des erreurs ou omissions de sa part.

**Les prix du marché sont répartis par Détails quantitatifs estimatif a prix Forfaitaires, et d'un BPU par prix unitaires.** Ils sont définis dans l'offre détaillée, avec le mémoire technique, que le candidat présentera en annexes de son Acte d'Engagement.

B .Les prix liés aux commandes spécifiques et prestations optionnelles :

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Prix unitaires, figurent au(x) bordereau(x) de prix unitaire(s) annexé(s) à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires des bordereau(x) de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées et sont valables pour toutes les commandes émises pendant la durée du marché.

Prix forfaitaires, figurent à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix forfaitaires sont appliqués quelles que soient les quantités livrées ou exécutées.

Le prix forfaitaire couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, et de délai que le Titulaire est réputé connaître.

Le prix indiqué dans l'acte d'engagement est ainsi réputé comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché, notamment les frais liés à la tenue des réunions, à la reprographie des documents et de fourniture des supports papier ou électronique. Il inclut en outre la rédaction des comptes-rendus des différentes réunions auxquelles le Titulaire participe et les frais de déplacement des intervenants, d'hébergement ou de restauration.

Les prestations complémentaires devront faire l'objet d'un accord de prix préalable (devis ou indication sur commande).

Les bons de commande devront être signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La date des bons de commande fera foi en matière de délai.

L'entreprise ne pourra entreprendre des prestations sans être en possession d'un bon de commande.

#### C .Les situations exceptionnelles :

L'établissement pourrait être confronté à une situation exceptionnelle (par exemple : dégât des eaux important pour rupture de canalisation ou autre, incendie et dégât dans une chambre ou une unité, etc...), il est demandé au prestataire de fixer un taux horaire TTC pour ce type d'intervention, par nature imprévisible.

#### D .Avenants aux marchés :

Le Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon-Lauris pourra être amené en cours de marché à élargir les prestations récurrentes prévues initialement en annexes du CCTP.

Dans ce cas de figure un avenant sera passé avec le titulaire du marché. Le prix proposé dans le cadre de cet avenant devra être conforme aux dispositions du marché et cohérent avec l'indemnité journalière initiale.

De la même façon, le CHI de Cavaillon-Lauris pourra être conduit en cours de marché à diminuer les prestations récurrentes prévues initialement en annexes du CCTP, par exemple en cas de transfert ou de suppression d'activité ou de (service(s) de soins transféré(s)).

#### 8.2 – Modalités de variations des prix

Les prix figurant sur les annexes financières sont fermes et non ajustables pour la première année d'exécution du marché.

Les prix seront ajustés par la suite 1 fois par an à la date anniversaire du marché, à la hausse comme à la baisse, selon les justificatifs de la méthode de révision présentée par le titulaire.

Le titulaire du marché devra produire trois mois avant la date de prise d'effet des nouveaux prix, l'annexe de prix réactualisée pour acceptation par l'Administration du Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon-Lauris. Elle sera adressée à :

Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon-Lauris  
Direction des achats et de la logistique  
119 avenue Georges Clémenceau  
CS 50157  
84304 CAVAILLON cedex

## Article 9 : Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Sans objet

### 9.2 - Présentation des demandes de paiements

Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée au moyen de la solution « Chorus Pro ».

Outre les mentions légales et en complément des éléments listés à l'article 11.3. du CCAG, les factures doivent comporter les mentions obligatoires suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique de la facture ;
- la désignation de l'émetteur de la facture : nom, n° Siret et adresse ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'admission des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations admises ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations admises ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire, éventuellement actualisé ou révisé ;
- le montant total hors taxes des prestations admises éventuellement actualisé ou révisé ;
- le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro de SIRET, qui identifie le Centre Hospitalier de Cavaillon Lauris en tant que destinataire des factures : 268 403 441 00010 ;
- le code service qui permet de distinguer les différents services d'une même structure :  
Code service AC : avec numéro de commande obligatoire
- pour le code service AC, a minima le numéro du bon de commande et le cas échéant le numéro du marché et du lot ;

Une facture transmise à tort sous format papier ou par courriel sera rejetée par le service chargé de la réception et du traitement des factures.

Le délai de paiement ne court qu'à compter de leur réception par la solution Chorus Pro et non à compter de la réception sous format papier ou par une solution de dématérialisation autre que la solution Chorus Pro.

Les coordonnées indiquées sur le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) joint à l'acte d'engagement sont celles qui seront utilisées pour le règlement des factures.

Tout autre RIB joint à une facture ne peut être pris en considération que dans le cas où le Titulaire du marché a effectué une demande écrite de changement.

- En cas de cotraitance :
  - ◆ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
  - ◆ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

- En cas de sous-traitance :
  - ◆ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - ◆ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.

- ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

### 9.3 – Délai global de paiement

Conformément à l'article R2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement ne peut excéder 50 jours.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

## **Article 10 : Pénalités**

Les pénalités dues par le Titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du Titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du marché, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le Titulaire est redevable des pénalités quel qu'en soit le montant.

Les pénalités sont cumulatives entre elles.

### 10.1 - Pénalités pour non-respect du planning d'exécution

Le non-respect du planning d'exécution, dans les conditions normales des prestations exécutées peut donner lieu à une pénalité de 150 € H.T / par jour de retard et par cas constaté.

Compte tenu de l'obligation de résultat journalière, la décision d'appliquer des pénalités peut être prise sans que le titulaire ou son représentant ait été entendu. Cette décision fera néanmoins l'objet d'un courrier motivé au titulaire

### 10.2 – Autres pénalités

La pénalité pourra être appliquée au titulaire du marché subséquent et retenue par précompte après constatation de l'établissement adhérent ou bénéficiaire signifiée au titulaire.

#### **Au début de marché**

- Le Titulaire du marché subséquent est tenu de présenter :
- les justifications d'assurances à l'égard des tiers sous 15 jours après la date de notification du marché subséquent, sous peine d'une pénalité de 1 000 € HT / jour de retard
- la liste nominative du personnel sous 15 jours après la date de notification du marché subséquent, sous peine d'une pénalité de 1 000 € HT / jour de retard
- le planning détaillé des prestations sous 20 jours après la date de notification du marché subséquent, sous peine d'une pénalité de 1 000 € HT / jour de retard
- la liste du matériel utilisé sous 20 jours après la date de notification du marché subséquent, sous peine d'une pénalité de 1 000 € HT / jour de retard

- la liste des produits utilisés sous 20 jours après la date de notification du marché subséquent, sous peine d'une pénalité de 1 000 € HT / jour de retard.

**Pendant la durée du marché**

Désignation du motif de l'application des indemnités / pénalités / réfections	Montant de l'unité
Absence d'autocontrôles mensuels par le titulaire	250 € par cas constaté
Non transmission des autocontrôles à l'établissement adhérent	150 € par cas constaté
Travail non réalisé	500 € par cas constaté
Travail mal réalisé	150 € par cas constaté avec remise en état immédiate du local
Défaut d'entretien des locaux vestiaires	150 € par cas constaté
Défaut d'entretien des locaux ménage	500 € par cas constaté
Absence du titulaire à une réunion mensuelle de suivi	80 € par cas constaté
Absence du personnel d'encadrement qualifié	200 € par cas constaté
Absence de remise des documents exigés au début du marché ou pendant la durée du marché	150 € par cas constaté
Non-respect de la clause environnementale	150 € pas cas constaté
Absence de port du badge des agents du titulaire	50 € par cas constaté
Absence d'actualisation de la liste des produits d'entretien autorisés par l'établissement adhérent ou de la liste du personnel du titulaire	150 € par cas constaté
Non-respect des conditions vestimentaires des agents de propreté ou Absence de tenue ou Tenue non identifiée	250 € par cas constaté
Absence de livraison / installation / mise en œuvre des matériels, équipements et produits exigés au marché subséquent	150 € par cas constaté
Non remise de l'attestation d'assurance	150 € par jour de retard
Perte d'une clé	Coût de remplacement de la clé et de l'organigramme complet
Perte d'un passe	Coût de remplacement du passe et de l'organigramme complet par cas constaté (ainsi que des barillets et clés concernés par ce passe)
Perte du badge	Coût de remplacement intégral du badge
Activation / neutralisation d'alarme (sécurité) : il est de la responsabilité de l'entreprise de neutraliser ou d'activer l'alarme lors de sa prestation pour les sites concernés.	Coût de déplacement de l'entreprise de sécurité qui viendra enclencher l'alarme.
Prestation non exécutée	500 € par cas constaté.
Non-respect des engagements du titulaire à son mémoire technique (définition matériel, produit, outils de contrôle...)	750 € par cas constaté
Non-respect du planning des prestations	150 € par cas constaté

Dans le cadre de prestations ponctuelles, non-respect des consignes données par la personne en charge au sein de l'établissement adhérent (horaires d'intervention, organisation de la prestation...)	500 € par cas constaté
Utilisation de produits d'entretien non agréés par l'établissement adhérent ou bénéficiaire	150 € par cas constaté
Utilisation de produits d'entretien non conformes à la législation / réglementation en vigueur ou non étiquetés	150 € par cas constaté
Utilisation d'un équipement ou d'un matériel non autorisé par l'établissement adhérent	1500 € par cas constaté
Non-respect des consignes de sécurité	250 € par cas constaté
Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services)	1500 € par cas constaté
Etat d'ivresse	2000 € H.T accompagné du retrait de la personne concernée et effectué son remplacement
Introduction d'un tiers non autorisé	2000 € H.T accompagné du retrait de la personne concernée et effectué son remplacement
Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité, par cas constaté	8000 € H.T
Mauvaise tenue du cahier de liaison	150 € par cas constaté
Non transmission des données relatives au personnel à reprendre	250 € par cas constaté
Non-actualisation de la liste du personnel, par cas constaté	250 € par cas constaté
Défaut de formation du personnel	500 € par cas constaté
Refus d'élaborer et/ou de signer le plan de prévention des risques	1 000 € par cas constaté
Oubli de clefs sur la porte, porte non fermée à clef	500 € par cas constaté
Fenêtres laissées ouvertes	50 € par cas constaté
Intervention en dehors des heures contractuelles	50 € par cas constaté
Absence d'action correctrice suite aux mails de l'établissement adhérent ou bénéficiaire	150 € HT / jour de retard

### 10.3 Modalités d'application des pénalités

Toutes les pénalités prévues au marché pourront être appliqués au titulaire sans mise en demeure préalable.

Le titulaire sera informé de la décision de l'établissement adhérent d'appliquer des pénalités par courrier motivé adressé en LRAR.

Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire à l'établissement postérieurement au constat du manquement.

Si le montant des pénalités dépasse le montant de la facture présentée par le titulaire un titre spécifique sera émis pour le paiement des pénalités.

Leur paiement n'exonère pas le titulaire de son éventuelle responsabilité administrative, civile ou pénale vis-à-vis de l'établissement adhérent au groupement de commandes ou bénéficiaire, et le cas échéant, du coordonnateur du groupement de commandes.

L'établissement peut en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le CCTP ou dans le mémoire technique du titulaire.

#### 10.4 Pénalités de retard

En cas de retard du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités, après avoir invité celui-ci à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

### **Article 11 : Exécution par défaut**

#### 11.1 Défaillance ponctuelle du Titulaire

Dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, plusieurs possibilités existent.

Proposition d'un produit / d'une prestation de substitution par le Titulaire

Le remplacement momentané d'un produit / d'une prestation peut être pratiqué qu'après accord du Centre Hospitalier de Cavaillon Lauris.

Si aucun produit / aucune prestation de substitution ne peut convenir, le Centre Hospitalier de Cavaillon Lauris est susceptible de résilier marché concerné.

Exécution de la prestation par un tiers aux frais et risques du Titulaire

Il peut être fait application de l'article 45 du CCAG qui prévoit de faire procéder par un tiers à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.

Dans ce cas, l'établissement se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au Titulaire défaillant.

#### 11.2 Défaillance ponctuelle du Titulaire

Dans le cas de l'arrêt définitif d'une prestation du marché, le Titulaire propose au Centre Hospitalier de Cavaillon Lauris une prestation de remplacement.

Si aucune prestation de substitution ne peut convenir, le Centre Hospitalier de Cavaillon Lauris est susceptible de résilier le marché concerné.

### **Article 12 : Assurances**

Le Titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le Centre Hospitalier de Cavaillon Lauris en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

## **Article 13 : Résiliation du marché**

### ***Résiliation pour motif d'intérêt général***

La résiliation du marché peut être prononcée par l'établissement adhérent ou bénéficiaire, sans faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation aux articles 42 du CCAG FCS, cette résiliation n'ouvrira pas droit à indemnité pour le titulaire.

### ***Résiliation pour faute du titulaire***

Le Centre Hospitalier de Cavaillon Lauris peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les cas prévus ci-dessous :

La résiliation est prononcée aux torts du Titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG (résiliation pour faute du Titulaire),
- en cas de refus de produire les pièces indiquées dans le présent CCAP,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à 2141-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché peut également être résilié dans les cas et formes prévus exécution par sous-traitance occulte, clause de sauvegarde, RGPD stipulé au présent CCAP.

La décision de résiliation ne peut alors intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée par lettre recommandée avec accusé de réception, et invité à présenter ses observations après un délai de 15 jours.

En outre, une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution de 15 jours, devra avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

### ***Indemnité de résiliation***

La résiliation prononcée dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 38 du CCAG, n'ouvrent pas droit à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **Article 14 : Droit et Langue**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nîmes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française.

## **Article 15 : Clauses complémentaires**

Sans objet.

**Article 16 : Dérogations au C.C.A.G.**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 10 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS